

Serge Borg
Vice-Président du Gerflint



Synergies Monde n° 2 - 2008 pp. 51-66



Serge Borg

LP - CLA 2007

Je vais vous présenter les aspects géopolitiques de notre réseau en m'appuyant sur le document de l'an dernier revu et augmenté. Je ferai le point sur l'état du réseau dans son extension à la fois géographique, politique et institutionnelle, sur des regroupements pertinents, sur des stagnations que l'on enregistre à certains endroits du monde alors que de nouveaux groupes entrent, et sur de nouveaux gisements potentiels.

1) Le réseau, son fonctionnement polycentrique

L'an dernier, j'avais analysé 19 revues. Cette année je porte ce chiffre à 27, mais comme deux revues viennent de naître, considérez donc que je me situerai dans une fourchette basse. Comme l'a dit Jacques ce matin, le réseau est en constante expansion.

Faut-il poursuivre le développement géopolitique du réseau ? Aurons-nous toujours les moyens de le faire ? Ces questions seront peut-être posées tout à l'heure. C'est une bonne chose que le CLA et d'autres entités institutionnelles se proposent non seulement de sponsoriser, mais surtout de donner un support logistique complémentaire au Gerflint. Mais il ne faut pas le cacher : le Gerflint tient sur les épaules de *Jacques Cortès*, grand chef d'orchestre planétaire.

Que Dieu lui prête vie longtemps pour qu'il continue de nous donner la foi qui soulève les montagnes.

Notre réseau voit le jour à Sao Paulo, en 1999, dans une grande « unicité plurielle sur le plan institutionnel », rassemblant les Alliances françaises, les lycées français, les centres culturels d'autres pays, le tissu associatif des enseignants de français, les instituteurs et, d'une façon générale, tous les francophiles. D'où le « s » de « Synergies ».

Il en va de même au niveau géographique, même si cela a pu poser parfois des problèmes comme nous l'avons vu ce matin : problème du rattachement institutionnel, problème de *l'imprimatur*, donc problème d'une liberté d'agir soumise aux contraintes bien naturelles de l'interaction nécessaire entre des partenaires situés aux quatre coins de la planète. Cela n'est pas la chose la plus simple à gérer. On a enregistré un ou deux soubresauts au niveau de la coordination, mais largement atténués par l'ouverture d'esprit de chacun. La confiance a donc largement régné car, au-delà de la camaraderie et du respect réciproques des partenaires, la tonalité professionnelle et respectueusement paritaire de nos rapports a été facilement perçue et appréciée par tous.

La « géographisation » du Gerflint - c'est sa force - est polycentrique. La répartition des fonctions tient compte de la diversité géographique, de la personnalité et des contraintes locales de tous les acteurs de nos revues. Pour nous, à Sao Paulo, le Président de *Synergies Brésil* était Dario Pagel ; j'étais moi-même rédacteur en chef ; la responsable de la publication était Luce Rudent à Rio ; et les membres du comité de lecture étaient éparpillés depuis l'extrême nord du Brésil jusqu'aux confins de l'Uruguay à Porto Allegre au sud. Tout cela pour vous dire qu'au sein d'un pays à taille continentale comme le Brésil, l'unité existait. Aucun monocentrisme n'était donc à craindre autour de la capitale et de l'ambassade de France. Ce que j'ai pu observer, pour les 27 revues que j'ai étudiées, c'est que la même décentralisation existe ailleurs. Les revues sont très bien organisées au niveau national, tant sur le plan géographique qu'institutionnel. Et la meilleure preuve de ce que j'avance ici est que cette alchimie d'ingrédients divers réussit puisque ça marche.

Depuis que nous existons, je le redis, nous n'avons donc eu que deux couacs qui tiennent moins à la qualité de l'ensemble qu'à des erreurs humaines d'appréciation. Je rappelle cela, sans entrer dans les détails, pour répondre à la remarque de ce matin sur le prétendu jacobinisme du Gerflint. On ne peut certes pas échapper à toute critique, mais ce qui me paraît fondamental, c'est de prendre de la distance par rapport à certaines péripéties du parcours dont il faut tirer des enseignements féconds, ce que nous avons fait, pour améliorer la souplesse de fonctionnement, mais sans poser ces péripéties comme susceptibles d'être la face cachée d'un système jacobin.

2) Le réseau, les raisons de son expansion rapide

La mise en réseau des ressources et des publications du Gerflint constitue l'axe fondamental de notre développement. Comment les choses se sont-elles progressivement diversifiées ? L'avènement d'Internet nous a beaucoup aidés.

En 1999, à l'orée de l'an 2000, l'Alliance française de Sao Paulo en est à peine à s'équiper en moyens informatiques. On découvre ainsi de nouvelles techniques de travail dont a immédiatement bénéficié la construction réticulaire accélérée de notre réseau qui n'aurait pas pu exister sans ce support numérique puissant. Cette modernité technologique, mise immédiatement en œuvre, a permis l'ouverture d'un champ d'action nouveau. Des laboratoires, jusque là confinés dans leurs départements d'accueil, ont commencé à dialoguer avec des partenaires lointains, à échanger des articles, à s'ouvrir à la diversité. Notre vecteur majeur de développement fut la mise en réseau de ressources et de publications qui, rapidement, ont suscité un besoin d'interdisciplinarité. On est ainsi passé des revues de « Didactologie/Didactique des langues et des cultures ou des langues-cultures » à « Programme mondial de diffusion scientifique francophone en réseau ». L'axe Francophonie apparaissait dès lors au cœur du programme scientifique du Gerflint comme une ouverture au plurilinguisme. Défendre la francophonie ne peut vraiment avoir de sens que dans le respect de toutes les langues et de toutes les cultures du monde.

3) Le Gerflint et la coopération institutionnelle

Une coopération institutionnelle forte et diversifiée avec des partenaires de tout premier plan a été et reste une des raisons majeures du succès du Gerflint. Pour la France, la DREIC (*Direction des Relations Européennes, Internationales et de coopération* du Ministère de l'Education nationale), la DGCID (*Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement* du Ministère des Affaires Etrangères), la MSH (*Maison des Sciences de l'Homme de Paris*), L'AUF (*Association des Universités francophones*), la DGLFLF (*Délégation Générale à la Langue française et aux langues de France*), la FIPF (*Fédération Internationale des Professeurs de français*), l'INSA (*Institut Nationale des Sciences Appliquées de Rouen*), l'Université Jean Monnet de Saint-Étienne, le FIAP (*Foyer International d'Accueil de Paris*), le CLA (*Centre de Linguistique Appliquée de Besançon*)... toutes ces institutions nous ont régulièrement ouvert leurs portes avec générosité. Nous les en remercions ardemment.

Nous devrions sans doute établir la liste exhaustive de toutes les institutions qui nous ont aidés, qui nous aident encore et qui nous aideront bientôt, simplement parce qu'elles croient en nous, au sérieux de notre travail et à la modération de nos sollicitations. La liste, on le voit, en est déjà impressionnante.

4) Le Gerflint et ses appuis moraux prestigieux

Le soutien de personnalités de grand renom a été aussi un facteur très fort. Edgar Morin est notre Président d'Honneur, Maurice Aymard et Alain d'Iribarne en France, Tullio de Mauro en Italie, Bronislaw Geremek en Pologne, Leonardo Atencio Finol et Pérez Esclarin au Venezuela, Ivan Rodriguez Chavez au Pérou, Mokhtar Nouiouat en Algérie, Dr. Shiva Prasad en Inde, Deming Cao en Chine... j'arrête là ma liste qui pourrait devenir interminable (qu'on se reporte à la 3ème de couverture de nos revues) Comment clore cet inventaire institutionnel et humain sans compter les nombreux ambassadeurs en exercice, les politiques, les ministres, les présidents d'universités français et étrangers, les directeurs d'établissements... qui nous soutiennent sans réserve ? Toutes ces influences

amicales ont donné au Gerflint l'audience nationale et internationale nécessaire pour trouver cet accueil positif sans lequel les meilleures idées demeurent sans avenir.

5) Les revues du Gerflint en diachronie



LP - CLA 2007

Serge Borg commente la naissance et le développement des revues Synergies dans leur ordre d'apparition :

Brésil, Russie, Corée du Sud, Vietnam, Pérou, Monde Arabe, France, Pologne, Pays riverains de la Baltique, Amérique du Nord, Afrique Australe, Italie, Chili, Venezuela, Inde, Chine, Roumanie, Pays scandinaves, Afrique Centrale et de l'Ouest, Europe, Algérie, Sud-Est européen, Espagne, Pays Germanophones, Royaume Uni et Irlande, Amérique Latine, Mexique, Turquie, Ukraine, Colombie.

Et poursuit :

J'ai repris les statistiques. Cela demande un travail de fond parce qu'il faut relire attentivement tous les ours dans lesquels figurent non seulement les orientations, mais aussi le nombre de membres des comités de rédaction et surtout leur appartenance pour savoir qui est et ce qu'est vraiment le réseau Gerflint. Nous allons le découvrir en quelques chiffres qui se situent, comme je l'ai déjà dit, dans une fourchette basse- c'est-à-dire sur 27 revues ».

Qui sommes-nous ?

Si l'on s'en tient aux 27 revues que j'ai étudiées, le Gerflint c'est :

- 798 membres regroupés dans des comités de lecture.
- 75 pays sur les cinq continents. Aucun continent n'étant épargné.
- 512 universités relevant à 65 % du public et à 35 % du privé.
- 327 départements de langue ou de « *lingua et litteratura* », ou de Sciences du Langage, ou de Sciences humaines, avec un flux Histoire, Communication, Philosophie, Sociologie, présentant toujours une composante francophone et francophile forte.
- 132 établissements relevant du réseau de coopération linguistique et culturel français, c'est-à-dire les alliances françaises, les centres de coopération culturelle et linguistiques et les SCAC qui sont des correspondants directs ou indirects auprès de nos ambassades.

A ce jour j'ai pointé 832 articles publiés, sans compter le nombre de pages. Voilà le topo pour 2007 dans une fourchette basse. Vous pouvez rehausser très facilement nos chiffres de 10 % voire de 15 %, mais pas au-delà. Tout dépend maintenant du mode de comptabilisation. Je suis resté fidèle au comité de

rédaction dans toutes ses déclinaisons : rédacteur en chef, directeur de la publication, comité scientifique et comité d'orientation tel que nous l'avons défini.

Voilà donc mes chers collègues les derniers chiffres d'un Gerflint qui se porte bien en 2007. Faut-il poursuivre le développement ? Jusqu'où et combien ? Jusqu'à quand va-t-on rester ? Si demain on a Synergies Polynésie, Laponie, Groenland ou autre, est-ce que la glace va fondre ou est-ce qu'il va falloir en mettre ? Ensuite il faudra bien entendu parler du groupement qui se déploie : Synergies *Algérie* est quelque chose de gigantesque qui se profile à l'horizon. Comment va-t-on affronter le choc ? D'autres pays encore, qui manquaient sur le planisphère, apparaissent avec le Royaume-Uni et Irlande dont M. Kelly nous dira comment il envisage de fédérer les bonnes volontés autour de lui. Exercice toujours très délicat car, quand vous lancez une nouvelle revue, vous perdez de toute façon 50 % de vos amis qui ne vous parleront plus alors que 50 % vous resteront fidèles jusqu'à la mort ! J'en ai beaucoup perdu au début et mon carnet d'adresses positives s'est réduit comme peau de Chagrin. Mais après, beaucoup sont revenus avec la force du réseau. Avant, beaucoup ont douté de notre capacité à résister et à nous structurer. A tout prendre, c'est aussi une bonne façon de reconnaître les siens.

Il serait bon que les territoires définis ne soient pas forcément géographiques. Il peut y avoir des transversalités fortes. Le représentant d'Erasmus m'a demandé, ce matin, si l'on ne pourrait pas faire un Synergies Erasmus. Pourquoi pas ? Avec des contributions d'étudiants voyageant dans le monde entier. Le découpage géographique peut être en phase avec un découpage culturel, mais les sociolinguistes vous diront combien il est difficile alors de ne pas engendrer de questions identitaires. Voilà, je vais m'arrêter là pour vous laisser la parole. On va peut être parler des zones émergentes, de l'Algérie et du Royaume-Uni et l'Irlande. Le débat est ouvert.

DÉBAT

Francis Yaiche

Est-ce qu'on pourrait disposer de ton powerpoint ou, en tout cas, le mettre sur le site de façon à ce que les rédacteurs en chef puissent le récupérer, l'utiliser dans des présentations ? Et pourquoi ne pas mettre certains éléments en quatrième de couverture, sinon à l'intérieur ? Parce que ça commence à faire très sérieux quand même cette histoire du Gerflint, et l'on pourrait utiliser à l'intérieur des revues de façon systématique.

Serge Borg

Oui, les chiffres je les ai gardés un certain temps pour des raisons sans doute un peu irrationnelles de prudence. Pour tout vous dire, je me suis rendu avec ces chiffres dans une grande entité qui a pris peur en les découvrant. Je crois qu'aujourd'hui, après plus de 8 ans d'existence, on peut les diffuser. Nous sommes désormais assez reconnus. Si Jacques l'autorise, je les donnerai à Thierry et à Gosia pour le forum et pour le site.

Jacques Cortès

Sans problème à mon niveau.

*Madeleine Rolle-Boumlic,
Attachée de coopération pour le français à Alger*

Je vais vous parler de ce qui nous a amenés à faire partie de votre équipe. Nous avons eu en Algérie un projet qui a commencé en 2002, suite à une demande algérienne d'aider à reconstruire le corps professoral universitaire de français : Sciences du Langage, littérature et didactique. En effet, après les événements difficiles qu'a vécus l'Algérie, il ne restait plus que 27 professeurs de rang magistral. Donc, pour pouvoir compléter le corps professoral, sans estimation préalable précise des besoins, sachant que l'enseignement à l'Université se faisait de plus en plus en français alors que les étudiants sortaient d'un cursus arabisé, on a chiffré approximativement à environ 5000 enseignants les besoins de l'Université algérienne. Des besoins de deux sortes puisqu'il fallait non seulement un corps professoral pour l'enseignement de la spécialité « Français » (linguistique, didactique, littérature), mais aussi, pour l'enseignement d'un français spécialisé pour les étudiants issus du cursus arabisé, en vue de les aider à poursuivre leurs études de mathématiques, de physique, de biologie etc.

Des équipes d'encadrement se sont montées à partir de 2002 et la réflexion nous a amenés, en 2003, à concevoir l'idée d'une école doctorale en réseau. Nous avons donc voté un projet FSP (*Fonds de Solidarité Prioritaire*) sur le fait qu'on pouvait espérer élaborer un projet pour la formation de 2000 docteurs. On ne peut évidemment pas faire cela vite, mais on espère en former 2000 à l'horizon 2011. Le projet a effectué sa première rentrée en 2004-2005 parce qu'en 2002

on n'avait pas encore reçu l'accord de Bercy pour avoir l'argent nécessaire. On a donc travaillé sur la coopération normale et ouvert la première année de l'école doctorale par un réseau de 23 universités algériennes en commençant par le bas, la première année de Magister correspondant à un Master 1, suivie d'un Magister 2 et de trois années de doctorat (D1, D2 et D3). On a ouvert la première année (2004-2005) au niveau M1 et D1 (en D1 on a regroupé plutôt des professeurs et des doctorants qui étaient déjà en panne depuis quelques années). Arriver à construire une formation doctorale de qualité n'était pas une évidence et l'on a même été pris pour des fous (Patrick Chardenet pourrait en témoigner). Comment, en effet, parvenir à former 2000 docteurs ? On a parlé de « doctorats cocotte-minute » et j'ai eu droit à tous les qualificatifs les plus charmants, notamment « la folle du coin », car il est vrai qu'il n'était pas sage d'avoir accepté « de faire ça ». Mais il était vraiment très important d'essayer de répondre à une demande pressante du terrain. Les gens avec qui j'ai travaillé « en voulaient » et me soutenaient sans réserve. On est donc parvenu à préciser ce concept d'École Doctorale dans une maquette qui est loin d'être très facile.

Mais pour corser le tout, et c'est justement pour cela qu'on est là aujourd'hui, on a mis en place une règle impérative : on ne pourra décerner le doctorat que si l'étudiant est capable de concevoir et de rédiger une publication internationale. Cela, d'évidence, pour rehausser le niveau, pour qu'on ne parle plus de doctorat trop rapide, de diplôme de complaisance. Les chercheurs algériens doivent donc faire l'effort supplémentaire d'écrire un article soumis à l'approbation d'un comité de lecture sévère.

Par ailleurs, pour que les doctorants ne traînent pas des années, on ne leur donne pas plus que trois mois de dérogation. S'ils doivent soutenir au mois de décembre, c'est au mois de décembre et pas plus tard (à trois mois près) car la sélection est difficile.

Nous sommes parvenus aujourd'hui à 1840 étudiants dans notre École Doctorale et on en aura 1860 en août. Cela parce que la sélection est difficile dans le passage de M1 à M2, et de D1 à D2. On est sévère pour avoir un niveau d'excellence, mais il est certain aussi que nos prévisions initiales étaient trop optimistes. On n'a pas immédiatement pensé qu'on allait se trouver confrontés à une masse de 2000 publications. Donc comment faire ? On a commencé par chercher des associations de professeurs de français ou de jeunes chercheurs pour essayer de caser nos étudiants. C'était d'autant moins facile qu'on était pris dans le feu de l'action. Il y avait déjà une bonne année et demie que Jean-Jacques Richer nous parlait du Gerflint. Jacques m'avait écrit une première fois pour me proposer son aide, mais on était vraiment noyés dans notre projet et je n'ai pas répondu tout de suite. Cette année enfin on a répondu car on était mûrs puisqu'on avait nos premiers étudiants arrivant au but. Nos premiers doctorants sont là. On vient d'avoir 300 soutenances de Magister. Ceux-là entrent en doctorat et l'on compte justement sur eux mais aussi sur les anciens pour ouvrir le chantier des publications. Désormais les variations sont exponentielles. Cette seule année 380, plus 65 plus 120, faites les comptes (=565). L'année prochaine on atteindra le chiffre 1000. C'est donc quelque chose d'assez grandiose.

L'idée qui s'imposa à nous fut de trouver un espace de publications de qualité, qui puissent donc, selon nos règles, être considérées comme des publications internationales. Les pourparlers ont été entrepris et l'on a tout de suite trouvé une écoute très favorable de la part du Gerflint. Jacques nous a expliqué comment ça marchait et nous en avons été très contents. Il est venu lui-même à la réunion mixte de l'École doctorale au mois de janvier à Lyon et je pense que tout le monde a été conquis par ses explications.

Mais nous avons dû, avec mon collègue et *alter ego* Sadek Nouar, travailler du côté du Ministère pour obtenir un accord officiel. Comme nous sommes dans un système de coopération à un niveau institutionnel assez important en Algérie, on voulait que les autorités éducatives algériennes acceptent cette revue comme étant la revue de l'école doctorale, donc un espace de publication pour nos étudiants. Cela a été accepté par le Ministère de l'Enseignement supérieur. Pour nous, le point important était de faire en sorte que tout se passe sans « couacs » à quelque niveau que ce soit. Ce qu'il fallait pour nos étudiants, c'était la certitude qu'en publiant dans cette revue, ils n'auraient aucun problème pour faire valoir ensuite leur publication. C'est chose acquise. J'ai été un peu bavarde, mais c'était pour vous expliquer pourquoi on était là et ce qu'on cherchait. Nous l'avons trouvé : un espace de publication sérieux, fiable, valide et reconnu. Je ne sais pas s'il en existe d'autres ailleurs. Certainement sans doute, Mais ce qui m'a intéressée, c'est l'idée maîtresse du Gerflint telle qu'elle a été d'abord développée par Jacques et que j'ai entendue et applaudie de nouveau ce matin. On n'aurait pas accepté d'autres idées que les vôtres car elles correspondent bien à ce qu'on pense nous aussi et à nos besoins. Merci.

Serge Borg

Merci Madeleine, c'est bien d'avoir été bavarde parce que ça nous permet de comprendre ce qui préside à l'adhésion et surtout à l'insertion et à toutes ces choses qui font que l'on crée une revue. Merci donc pour l'Algérie. Je pense que M. Kelly voudra venir nous expliquer son projet sur les Îles Britanniques, bien que ce soit peut-être encore un concept un peu flou.

Michael Kelly

En fait, «*Îles Britanniques*» est l'appellation qu'on utilise en Irlande pour dire Irlande et Grande Bretagne. Mais pourquoi n'ai-je pas choisi le mot «*Britannique*» ?

Depuis un certain temps, j'ai des fonctions au niveau national en Angleterre, au Royaume-Uni même, mais j'ai passé également quelques années à faire un enseignement à Dublin en Irlande. En Angleterre je dirige un centre national de soutien pour les langues au niveau universitaire dans les études linguistiques et interdisciplinaires apparentées et tout récemment, nous avons mené une enquête culturelle qui a révélé l'existence d'une demande croissante de travail interdisciplinaire, assortie de débouchés intéressants sur le marché de l'emploi. Cela nous a amenés, mes collègues et moi, à reconsidérer les vues traditionnelles de recherche jusque là inscrites dans la ligne étroite des années 60.

Je participe également à un réseau franco-britannique, né au moment du centenaire de l'Entente Cordiale. En cette période, nous avons organisé des colloques des deux côtés de la Manche, à Paris, à Londres et à Oxford, surtout sur des questions d'histoire culturelle. Des deux côtés, britannique et français, on s'est rendu compte qu'on avait beaucoup à faire en matière d'interdisciplinarité et que nous aurions intérêt à créer un réseau culturel entre les deux pays. Cela s'est fait et une série de colloques est en cours.

Vous savez évidemment que les systèmes universitaires de nos deux pays ne se superposent pas exactement de point en point et nous avons pu constater que travailler en partenariat nous permettait de traverser des frontières intellectuelles sur lesquelles très souvent on fait l'impasse au cours de nos études.

Je voudrais, en même temps, brosser en quelques traits la situation linguistique en Grande Bretagne. On parle 460 langues en Angleterre mais la question de l'apprentissage des langues est très controversée. Evidemment, la situation est différente entre l'Angleterre, l'Irlande du nord, l'Ecosse et le Pays de Galles bien que nous soyons un Royaume Uni. Tout récemment, il y a 3-4 ans, le gouvernement britannique a décidé de limiter l'obligation d'apprendre les langues étrangères à trois années de 11 à 14 ans et qu'à partir de 14 ans les élèves Anglais pouvaient ne pas apprendre de langues. Pour beaucoup de raisons que je ne puis évoquer, cela a provoqué un sentiment de crise non seulement dans les écoles et les Universités, mais aussi chez les décideurs politiques de l'Education Nationale. Un grand effort a été lancé pour récupérer et développer l'enseignement des langues. Nous ne considérons pas le rôle international de l'anglais comme un acquis très satisfaisant. Cette prééminence comporte aussi énormément de désavantages, à commencer par le manque de motivation de nos étudiants. On peut être fier de cette situation, mais, au fond, on ne souhaite pas vraiment que l'anglais devienne une langue universelle car cela aboutirait pour nous à une indiscutable perte d'identité. Moi, par exemple, en tant qu'Anglais, ma langue ne me différencierait plus de qui que ce soit. C'est le revers de la médaille. En plus, l'Angleterre est un pays ouvert au monde entier alors que les autres pays ne sont pas vraiment ouverts aux Anglais. Je ne développerai pas trop cet argument, mais tous ces éléments me sont venus à l'esprit lorsque j'ai été contacté par Véronique Renault et Jacques Cortès qui ont posé la question d'une revue inscrite dans un réseau international. Or il m'a semblé tout de suite qu'il était évident, parce que je suis professeur de français, qu'il y avait de la place dans votre initiative pour rassembler un certain nombre d'idées interdisciplinaires qu'on pourrait peut être faire passer en synergie car votre programme est d'une conception universitaire plus souple que ce que l'on rencontre le plus souvent à ce niveau.

Par ailleurs, l'idée d'avoir un espace scientifique accueillant pour de jeunes chercheurs m'a semblé tout à fait intéressante. De plus en plus, chez nous on a du mal, en effet, à recruter des étudiants pour faire des études doctorales et on a de plus en plus de difficulté à placer les travaux des étudiants qui sont en formation doctorale parce qu'on exige, chez nous comme ailleurs, une liste de publications avant toute embauche sur un poste universitaire. Les revues Synergies me semblaient offrir la possibilité de leur offrir un moyen de publier

leurs articles et de les aider dans cette démarche difficile du premier emploi. J'ai donc accepté d'occuper cette position, et, depuis un mois essentiellement, j'ai rassemblé un comité de lecture composé d'une quinzaine de personnalités issues d'universités des 5 pays concernés. Nous avons fait un appel à contribution qui a été bien reçu et qui a collecté jusqu'ici 8 ou 9 manuscrits d'articles. Mais on souhaite encore développer notre action et je pense qu'à partir du mois de septembre, on devrait pouvoir rassembler le premier numéro qui je l'espère, sera suivi par d'autres numéros au rythme d'une livraison par an.

Serge Borg

Merci pour cette analyse précieuse et pour ces perspectives très prometteuse. Je donne la parole à la représentante de Synergies Sud-Est européen.

Mme Argyro Moutzidou



Mme Argyro Moutzidou

LP - CLA 2007

Je représente ici l'Université Aristote de Thessalonique. On s'intéresse beaucoup à la Francophonie et on a le projet de s'occuper majoritairement du contact des langues-cultures dans l'ensemble des pays du Sud-Est européen qui, comme vous ne l'ignorez pas, est une mosaïque de langues et de cultures d'une extraordinaire richesse.

Depuis les temps les plus anciens, la vaste province de Thessalonique est un univers multiculturel et plurilingue, un véritable creuset de recherches dans ce domaine. On s'intéresse donc aux études linguistiques, à l'histoire, à la psychologie, à la pédagogie et on a trouvé que ce terrain nous donnait l'occasion de mener des recherches avec des partenaires d'autres universités pour collaborer à des projets communs.

Serge Borg

Oui, alors est-ce que le titre de *Synergies Sud-Est européen* vous convient ? y aurait-il quelques remarques à faire à ce propos ?

J-P. Roumegas

Oui, au niveau géopolitique le titre est ambitieux. La revue en gestation en Grèce pose question : est-ce un simple problème pratique de taille critique pour le comité de rédaction de vouloir étendre la revue à l'ensemble des Balkans ? Est-ce donc, dès le départ, un projet visant à réunir la Grèce et les pays voisins ? Je crois que c'est là qu'il faut être soit moins ambitieux soit plus clair sur ce que l'on veut faire. Je pense personnellement qu'on peut tout à fait défendre l'idée d'une revue régionale n'interdisant pas ensuite des prospections d'articles déclinées en publications par pays. Nous avons des cas semblables au Gerflint et donc pas de dogme définitif à défendre. Il faut laisser

les dynamiques s'exprimer, quitte à faire ultérieurement des correctifs en fonction du « feed-back ».

Saddek Aouadi

Il serait préférable, avant d'entamer un débat de géopolitique, de penser autrement le futur des revues Synergies. A partir du moment où l'on conçoit un réseau transversal, on résout beaucoup de problèmes. On peut, en effet, imaginer qu'une revue baisse de niveau, parce que l'encadrement ou la masse critique d'auteurs potentiels est insuffisante pour une raison quelconque. On a donc intérêt à ouvrir l'angle afin d'élargir à la région les possibilités de publication. Pour le cas évoqué par la collègue de Thessalonique, il n'est donc pas obligatoire que tous les auteurs soient des Grecs. De même pour nous, ceux qui écrivent en Algérie devraient avoir la chance d'écrire aussi en Amérique du Sud et réciproquement. Le problème ne se pose pas car le Gerflint permet cela. Là où il y a des gens qui sont prêts à créer une revue dans leur pays, on ne doit écarter aucune possibilité d'élargissement au pays voisin. On pourrait envisager ainsi un *Synergies Maghreb*. Bien sûr, si les Marocains voulaient avoir leur propre revue et étaient prêts à la gérer tant mieux, mais l'important, au niveau des principes, c'est l'ouverture. Il faut penser, de temps en temps, à des thématiques assez générales pour que les gens du monde entier puissent travailler ensemble, pour permettre une vraie confrontation des idées. Bref, je crois bon de mettre en synergie les universitaires et les jeunes doctorants du monde entier.

Argyro Moumtzidou

Je précise que l'Université Aristote de Thessalonique est une grande université capable de susciter une large collaboration nationale et régionale. Nous avons des réseaux dans les Balkans, mais nous ne sommes pas propriétaires intellectuellement des Balkans. Notre vœu est de travailler avec, non de nous substituer à qui que ce soit. Nous souhaitons simplement offrir une occasion de collaboration. On n'a pas mis Grèce dans notre titre parce que nous voulons être ouverts à tous nos voisins.

Enrica Piccardo

Effectivement il ne s'agit pas de refuser ou d'empêcher certaines revues de naître, mais je pense qu'on a atteint un seuil critique et qu'il faut désormais faire attention à ce qui va se mettre en place pour éviter toute ambiguïté. Une revue comme *Synergies Europe* perdrait certainement quelque chose à partager son titre avec d'autres revues car on ne comprendrait pas bien la nécessité de subdiviser l'Europe en 4 parties : Sud, Est, Ouest et Nord. La dénomination « Europe » est institutionnelle, *Synergies Europe* est une dénomination claire par rapport à *Synergies Italie*, *Allemagne* ou autre qui ont aussi toute leur légitimité. C'est vrai que le même problème se pose ailleurs mais je dirai qu'on ne doit pas refaire constamment l'histoire. On doit donc être très vigilant dès maintenant, ne pas prendre les risques qu'engendrerait une planification incohérente. Je voudrais rebondir sur ce que le collègue algérien vient de dire.

Une revue Synergies du Gerflint est inscrite dans un réseau et il est donc tout à fait honorable et même souhaitable que, dans chacune, il y ait des articles en provenance du monde entier. Si le comité de lecture a la volonté et la capacité de dépasser les frontières nationales, tant mieux ! Cela fait partie de l'esprit Gerflint. Donc je ne me fais pas trop de soucis par rapport à nos fonctions. En revanche, l'ambiguïté des titres serait regrettable parce qu'on est maintenant dans une phase où le nom Gerflint est bien connu et respecté. Les revues doivent donc être positionnées les unes par rapport aux autres, de façon claire pour tout le monde. Il faut bien faire attention car toute erreur ici aura des effets négatifs partout ailleurs, c'est-à-dire, pour le GERFLINT, dans le monde entier. C'est là le côté fragile d'un réseau qui est un système complexe où tout se tient.

Patrick Chardenet

Oui, je crois qu'il faut établir un lien entre tous les avis qui viennent d'être présentés. J'irai tout à fait dans votre sens et reviendrai à ce qui a été dit tout à l'heure par Jean-Paul sur l'opportunité de parler de géopolitique. C'est là le nœud du problème, parce que nous serons



Patrick Chardenet

LP - CLA 2007

amenés à parler en termes de territoires puisque se pose aujourd'hui la question de la *déterritorialisation* des langues. Notre approche doit s'exprimer davantage en termes de politologie des langues. L'idéal, certes, serait que des Latino-américains ou des Chinois etc. publient, par exemple, dans des revues du Maghreb ou d'ailleurs, mais nous n'en sommes pas là. Nous sommes dans une phase préparatoire dans laquelle la taille critique que nous atteignons nécessite une grande prudence, comme vient de le dire Enrica. Notre réflexion doit être centrée sur les questions de politologie linguistique plutôt que de géopolitique. A travers mon expérience à l'AUF je vois bien la problématique qui nous est posée. Pour répondre aux questions concrètes posées par Jean-Paul, avec des échéances et des engagements financiers, il est bon de réfléchir à différents niveaux. Je crois qu'en fait, on est confronté à trois axes :

- un axe vertical qui est celui du qualitatif qu'on a un peu abordé ce matin.
- un axe horizontal, c'est-à-dire l'extension que nous vivons aujourd'hui, la question a été posée : doit-on continuer ?
- un axe transversal qui a été soulevé par Serge tout à l'heure, c'est celui aujourd'hui du lien avec la coopération bilatérale que nous pourrions étendre à des coopérations bilatérales multiples et à des coopérations multilatérales.

Nous entrons là dans une complexité qui doit permettre de résoudre un certain nombre de contradictions que j'évoquais tout à l'heure et qui sont liées à la taille critique atteinte par le Gerflint.

Je suis tout à fait d'accord avec Francis Yaiche pour dire qu'il faut effectivement se servir des données du powerpoint présenté par Serge. C'est absolument essentiel. On constate une montée en puissance du Gerflint suscitant les problèmes que nous devons affronter aujourd'hui. Les ministères, quels qu'ils soient, ne doivent pas avoir peur de ça mais au contraire s'en emparer pour ce qui les concerne, tout en sachant que tout ne les concerne pas forcément. Je peux répondre à des propositions pour un apport du multilatéral. Je reprendrai pour cela les trois axes en les illustrant par des exemples :

- Au niveau vertical du qualitatif, on l'a dit ce matin, la clef est effectivement dans l'indexation des revues. Il faut s'assurer de toutes les indexations possibles et pour cela, nous le savons, il y a des contraintes et des critères auxquels nous devons nous plier. Qu'est ce que cela veut dire pour nous du point de vue de la coopération multilatérale ? Qu'est-ce qu'on peut faire ? Comme je le disais ce matin en me fondant sur mon rôle à la direction des départements universitaires de français du monde, c'est de mettre les recherches à la disposition des départements universitaires de français, parce que c'est ce qu'il y a de plus lacunaire. Quand on fait une analyse de la production universitaire de français dans le monde, on s'aperçoit qu'elle est très faible pour des raisons multiples, principalement au niveau de la qualification des enseignants de français dans les départements universitaires. Tous n'ont pas de doctorat, parfois même pas de Master 1. Le statut de chercheur n'est donc pas accessible et cela pose un certain nombre de problèmes. Tout notre travail, à l'AUF, consiste à développer la recherche dans les départements universitaires de français, en faisant en sorte que progressivement les Universités et les États prennent en compte le statut d'enseignant-chercheur. Nous avons un statut très privilégié en Europe et en Amérique du Nord. Il existe aussi de façon un peu plus latente en Amérique latine. Mais le statut d'enseignant-chercheur ne peut exister dans des pays où l'on fait 40 heures d'enseignement par semaine. Comment faire de la recherche dans ce cas ? Si l'on parvenait donc à mettre à disposition des revues Synergies pour qu'elles diffusent la recherche sans qu'aucune OPA ne soit tentée sur elles, je crois que ce serait déjà une aide, et, probablement aussi, une incitation à la recherche. On a fait référence tout à l'heure aux écoles doctorales pour le niveau vertical qualitatif, et donc pour l'indexation. Je crois qu'il est bon de travailler dans cette optique là. Dans un certain nombre de pays où il n'y a pas assez d'enseignants docteurs, on met en place, soit des écoles doctorales nationales interuniversitaires (c'est le cas de l'Algérie), soit des écoles doctorales régionales interuniversitaires, c'est ce qui se passe en Asie avec le projet VALOFRASE, et ce qui va se passer au Moyen-Orient entre le Liban et les pays proches du Liban où un projet dans ce sens est en train de naître. Les revues Synergies existantes (*Synergies Monde Arabe*) ou futures (*Synergies Moyen-Orient ou Liban*) pourraient être un support mis à disposition de ce type de projet. Ce sont là des exemples au niveau vertical.

- Au niveau horizontal c'est-à-dire pour l'extension du nombre de revues dans le cadre d'un projet comme VALOFRASE en Asie du Sud-Est, il y a le Vietnam, le Laos et le Cambodge. Il est sûr, maintenant, que le Vietnam est tout à fait disposé structurellement puisqu'il a suffisamment de docteurs à lancer ou à relancer une revue *Synergies Vietnam*. Ce n'est pas le cas du Laos,

ce n'est pas le cas du Cambodge, mais il y a des projets d'écoles doctorales en didactique des langues au niveau régional et on pourrait, à terme, penser au développement d'une revue *Synergies Asie du Sud-Est* qui réponde à un besoin régional précis, mais qui ne durera pas forcément dans le temps car elle est moins liée à un espace qu'à un projet, ce qui est très différent. On a des possibilités au niveau horizontal aussi bien avec le Brésil où se situe l'origine du Gerflint, et, très paradoxalement, on n'a aucun indice sur l'état de la recherche dans les départements universitaires de français du Brésil. On connaît les équipes, le personnel, on sait qu'un tel travaille sur tel sujet ou tel autre, mais il n'y a pas d'état des lieux alors qu'il existe un grand nombre d'universités et un réseau très fort. Il est très important pour l'AUF de pouvoir appuyer un certain nombre de recherches et de connaître l'existant. À cette fin, nous avons déjà proposé de soutenir un des numéros à venir de la revue *Synergies Brésil*, qui ferait l'état des lieux de la recherche dans les départements de français. Pour nous, il est clair que nous pouvons financer cette revue qui entre bien dans le cadre de nos activités. Ce sont là des exemples. Il y en a d'autres, en Afrique centrale et de l'Ouest notamment. On en parlera avec notre collègue Urbain un peu plus tard.

- Au niveau transversal, enfin, il faut être très attentif car c'est ce qu'on appelle « le maillage de la coopération », non plus la coopération bilatérale d'État à État, ni la coopération régionale, départementale, municipale mais une ouverture sur une nouvelle dimension politique de sponsorship. Dans un certain nombre de revues, Serge Borg le disait tout à l'heure, on voit un certain nombre d'attachés de coopération assez favorables aux revues Synergies. Parfois pourtant, ce n'est pas le cas : on oppose un refus poli à toute demande d'appui, même si cette demande est d'une grande modicité. Les budgets annuels des Services Culturels sont hélas ce qu'ils sont : toujours en diminution nous dit-on depuis des décennies, et l'on comprend donc bien la générosité très relative voire nulle de certains SCAC. Mais on peut très bien faire appel à d'autres Ambassades. Le Canada, par exemple, est tout à fait prêt à accueillir favorablement des demandes et à les appuyer financièrement. Certains pays n'ont pas obligatoirement les structures nécessaires pour lancer une action, mais ont des moyens qu'ils ne savent pas où placer avec fruit. Ils sont donc très contents qu'on leur soumissionne un projet de coopération équitable leur permettant de mettre leurs moyens à disposition moyennant une claire visibilité de leur investissement. Cela vaut pour le Canada, mais aussi pour la Suisse et la Belgique. Le Consul Général du Canada à San Paolo, a ainsi participé à la réunion que nous avons convoquée pour Synergies Brésil. Un maillage de ce type est à envisager, sans oublier aussi l'OIF qui est la grande institution de défense de la Francophonie.

Pour ce qui concerne les modalités de travail avec nous il y a deux possibilités de conventions :

- a) On peut élaborer une convention globale d'aide précisant que, par rapport au volume d'opérations du Gerflint, on lui accordera de 10.000 à 15.000 € par an. C'est une chose possible, mais, si l'on fait cela on ne pourra plus appuyer chacune des revues.
- b) Il est en revanche possible de mettre en place une convention permettant

à l'AUF, en fonction des intérêts qui sont les siens, d'aider le réseau Gerflint en appuyant telle revue dans le cadre de telle ou telle opération, que ce soit pour organiser ou pour publier les résultats d'un colloque comme on va le faire pour l'Afrique. Dans ce cas, nous avons fait le choix de définir avec précision nos interventions.

Je rappellerai simplement un fait d'évidence qui vaut pour le Gerflint comme pour toutes les revues du monde : le fait de publier dans les revues Synergies est une excellente chose, mais n'oublions pas ceci : si les doctorants, futurs doctorants, jeunes chercheurs ne publiaient que dans une seule catégorie de revues, leur curriculum à terme serait un peu plombé. Il y aura toujours quelqu'un pour dire que les publications ne sont pas assez diversifiées. Donc la diversification des publications est quelque chose de très important. C'est tout ce que j'avais à dire.

Serge Borg

Merci Patrick de cette brillante analyse.

Argyro Moutzidou

J'aimerais savoir ce que représente pour vous le nom « Europe » ? Enrica a parlé d'une Europe où il y aurait cinq langues majeures tout en regrettant de devoir en écarter d'autres moins connues et moins pratiquées. C'est le cas du grec, c'est aussi le cas du Bulgare et de beaucoup d'autres langues parlées dans les Balkans. Est-ce que ces langues moins connues ont toujours le droit de vivre aussi en Europe ? C'est la question que je me pose et que je vous pose.

Jacques Cortès

Question pertinente, en effet, qui montre bien le côté très affectif de ce débat où des valeurs identitaires légitimes sont et seront constamment mobilisées. On peut comprendre les positions des uns et des autres mais comment arbitrer ?

Jean-Paul Roumevas

Je voudrais juste apporter mon éclairage sur un point. Je trouve le terme géopolitique un peu déplacé parce que, comme vous le voyez, le débat tourne autour de problèmes peu conciliables. La politique d'implantation des revues est une chose qui serait plutôt du ressort de la politologie des langues. Je crois personnellement qu'une politique d'implantation des revues doit être conduite avec précaution. On a assez dit qu'il n'y avait pas de centre pour piloter le réseau Gerflint. Si cela est vrai, et je crois que c'est une bonne chose pour la créativité de l'ensemble, il ne faut pas que nous nous égarions dans une politique centralisée d'implantation. La meilleure politique est de laisser émerger toutes les dynamiques. Le rôle du Gerflint n'est pas de conquérir des territoires mais de bien gérer des situations comme celles que vous êtes en train d'évoquer entre l'Europe et le Sud-Est de l'Europe. D'un autre côté, je trouve que la politique d'implantation des revues, quelle que soit la façon

dont elle sera conduite, ne doit pas nier la politique tout court, donc le bon sens. Je veux dire par là qu'on peut avoir une revue Europe dans l'Union européenne et lui laisser la possibilité de régler, à son niveau, et selon les critères scientifiques qu'elle définira, tous les problèmes qu'elle rencontrera obligatoirement du point linguistique et plurilinguistique dès lors que le français se trouvera confronté aux autres langues d'Europe. Mais il faut éviter de se battre pour des territoires. Vu la nature de notre activité, je préférerais qu'on s'intéresse à cette autre géopolitique qu'évoquait Saddek Aouadi tout à l'heure plutôt qu'à une confrontation des langues. Le français, face à l'arabe dans le monde arabe peut susciter une confrontation entre francophonie et arabophonie en s'inscrivant dans un espace géopolitique qui n'est pas le sien. Cette confrontation peut être salutaire pour la réflexion scientifique. Il faut donc faire preuve de souplesse et de curiosité pour répondre adéquatement à tout ce qui peut émerger du terrain.
